

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MAI 1913.

Propositions de loi modifiant et complétant la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs (¹).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (²), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

La proposition de loi tend à modifier les articles 6, 7 et 8 de la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs.

Voici ces articles :

ART. 6.

« Les dites caisses sont tenues, à titre transitoire, d'accorder des compléments de pension aux ouvriers houilleurs âgés de plus de 21 ans et de moins de 60 ans au 1^{er} janvier 1912, au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 60 ans et à condition qu'ils aient travaillé *jusqu'à cet âge et pendant trente ans au moins* dans une exploitation houillère belge. »

ART. 7.

« Une pension annuelle et viagère d'au moins 360 francs est accordée, à charge des caisses de prévoyance, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu en vertu des statuts :

» 1° Aux anciens ouvriers houilleurs admis à la pension conformément aux statuts et règlements en vigueur ;

(1) Propositions de loi, n°s 48 et 72.

(2) La Commission était composée de MM. MABILLE, *président*, DELPORTE VICTOR, D'HUART, MASSON, MOYERSOEN, VERHAEGEN, VERSTEYLEN.

• 2° Aux ouvriers ou anciens ouvriers non pensionnés, ayant dépassé la limite d'âge fixée à l'article premier et qui *ont ou auront travaillé jusqu'à l'âge de 60 ans et pendant trente ans au moins* dans une exploitation houillère belge. »

ART. 8.

« La limite d'âge prévue à l'article 6 et au 2° de l'article 7 est abaissée à 55 ans pour tout ouvrier ou ancien ouvrier qui aura été occupé *jusqu'à cet âge, et pendant trente ans au moins* dans les travaux souterrains d'une exploitation belge, s'il cesse tout travail ou si, restant occupé au charbonnage, il touche un salaire inférieur aux $\frac{3}{5}$ du salaire moyen, calculé sur les cinq dernières années, des ouvriers de la catégorie à laquelle l'intéressé a appartenu pendant la majeure partie de cette période. »

Il y a lieu de remarquer, tout d'abord, qu'il ne s'agit dans ces articles que de la période transitoire; ils ne concernent donc que les ouvriers mineurs âgés de plus de 21 ans et moins de 60 ans au 1^{er} janvier 1912 et ceux qui à cette date sont âgés de plus de 60 ou 55 ans, mais ayant travaillé jusqu'à ces âges dans une exploitation belge.

Il en résulte que les caisses de prévoyance doivent *suppléer* annuellement la différence entre 360 francs et le taux de la pension obtenue par les versements obligatoires à la Caisse générale de retraite, à ceux qui au 1^{er} janvier 1912 avaient plus de 21 ans et moins de 60 ans, s'ils travaillaient au jour, et à ceux âgés de plus de 21 ans et de moins de 55 ans, s'ils travaillaient au fond.

Les uns comme les autres devaient avoir travaillé jusqu'à l'âge de la retraite et pendant trente ans.

Si l'une de ces conditions vient à manquer, le supplément n'est pas dû.

Il en est de même pour la pension. Celle-ci n'est due aux anciens ouvriers qui, au 1^{er} janvier 1912, ont plus de 60 ou 55 ans que si ces ouvriers ont travaillé pendant trente ans et jusque 60 ou 55 ans.

Cette disposition sera évidemment de nature à léser un certain nombre d'ouvriers qui ont quitté la mine avant l'âge prévu et qui y comptent néanmoins plus de trente ans de service. Dans l'application stricte des articles cités, il peut se faire qu'un ouvrier ait travaillé depuis l'âge de 12 ans jusqu'à l'âge de 59 ans et 11 mois sans avoir droit à la pension.

*
* *

Le but des propositions de MM. Maroille et Petit est de corriger la loi de 1911. Ils estiment que, si on peut exiger un certain nombre d'années de travail, on ne doit pas exiger que l'ouvrier ait travaillé jusqu'à l'âge de la pension.

Trop de circonstances peuvent engager ou obliger l'ouvrier à quitter la mine.

D'après les signataires, la pension serait acquise par un travail de trente ans, proposition Maroille, de trente-cinq ans, proposition Petit.

Voyons par des chiffres quelles sont les conséquences des propositions.

Comme nous le disions plus haut, les dispositions intéressent les ouvriers mineurs âgés de plus de 24 ans et de moins de 60 ans au 1^{er} janvier 1912.

Donc, des ouvriers nés en 1891.

Or, ces ouvriers ont pu commencer le travail dans les mines à l'âge de 12 ans, soit en 1903.

En 1933 ou 1938, ils auraient un droit acquis à la pension, puisqu'ils auraient travaillé pendant trente ou trente-cinq ans dans la mine, et ils seraient âgés de 42 ou 47 ans.

Arrivés à l'âge de la pension, ils auraient pu travailler dix-huit ou treize ans dans une autre industrie.

Si l'exemple cité plus haut montre la conséquence malheureuse qu'aurait pour l'ouvrier l'application stricte de la loi, le fait de pouvoir réclamer une pension à charge d'une exploitation qu'on aurait quittée depuis dix-huit ou treize ans montre à l'évidence que les mesures proposées pourraient donner lieu à des abus.

La Commission n'a pu obtenir les renseignements qui lui auraient permis de tabler sur des chiffres et des évaluations. (Voir annexes.)

Elle a tenu compte des observations reprises ci-dessus pour corriger le texte de façon à venir en aide aux plus malheureux.

Elle n'a pas voulu inscrire dans la loi une modification qui pourrait donner lieu à des abus et engager les ouvriers à quitter la mine à un âge où ils sont encore capables de produire un travail rémunérateur pour eux-mêmes et pour les établissements dans lesquels ils sont occupés.

La Commission a voulu restreindre la période transitoire à ceux nés en 1868, elle estime que ceux nés après cette date sont en mesure de se faire une pension ou n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes s'ils quittent le travail avant l'époque fixée par la loi et sans y être contraints par la maladie ou l'invalidité.

La Commission s'est ralliée, à l'unanimité, aux amendements reproduits ci-après.

Le Rapporteur,

ALPH. VERSTEYLEN.

Le Président,

LÉON MABILLE.

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 6 de la loi du 5 juin 1911 :

« La condition d'avoir travaillé jusqu'à l'âge de 60 ans n'est pas requise pour les ouvriers nés avant 1868 et qui ont travaillé pendant trente ans au moins dans une exploitation belge. »

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 7 de la loi du 5 juin 1911 :

« 3° Aux ouvriers ou anciens ouvriers non pensionnés, nés avant 1868, ayant dépassé la limite d'âge fixé à l'article premier et qui ont travaillé pendant trente ans au moins dans une exploitation houillère. »

ART. 3.

Les mots : « jusqu'à cet âge » sont supprimés dans l'article 8 de la loi du 5 juin 1911.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 6 der wet van 5 Juni 1911 :

« De voorwaarde, dat men moet hebben gearbeid tot den leeftijd van 60 jaren, wordt niet vereischt voor de werklieden, geboren vóór 1868, die gedurende ten minste dertig jaren hebben gearbeid in eene Belgische kolenmijnonderneming. »

ART. 2.

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 7 der wet van 5 Juni 1911 :

« 3° Aan de niet gepensionneerde werklieden of gewezen werklieden, geboren vóór 1868, die de leeftijdsgrens, in artikel 1 bepaald, hebben overschreden en gedurende ten minste dertig jaren hebben gearbeid in eene kolenmijnonderneming. »

ART. 3.

De woorden : « tot dien leeftijd » vervallen in artikel 8 der wet van 5 Juni 1911.

ANNEXE

Bruxelles, le 21 avril 1913.

*A Monsieur Versteylen, membre de la Chambre des Représentants,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

Comme suite à la lettre du 20 décembre 1912, rappelée par celle du 12 avril dernier, que vous m'avez adressées au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi complétant et modifiant la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse des ouvriers mineurs, j'ai l'honneur de vous transmettre la note ci-jointe, résumant les renseignements qui m'ont été fournis par les Caisses de prévoyance relativement aux conséquences éventuelles de l'adoption des propositions précitées.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

NOTE.

Il résulte des renseignements fournis par les diverses Caisses de prévoyance du Royaume qu'il est impossible de répondre d'une manière adéquate à la question posée par M. le Représentant Versteylen.

Un grand nombre d'ouvriers mineurs ne réunissant pas les conditions exigées par la loi du 5 juin 1911 et pouvant cependant bénéficier des propositions nouvelles n'ont jamais saisi les Caisses d'une demande de pension, qu'ils savaient inutile, parce que, renseignements pris, ils n'ignoraient pas qu'ils ne remplissaient pas les conditions exigées par la loi.

Il est donc impossible d'évaluer combien d'ouvriers non pensionnés aujourd'hui pourraient remplir les conditions des propositions Maroille ou Petit.

Bien que toute estimation globale soit pour ainsi dire impossible, les Caisses de prévoyance du Couchant de Mons, du Centre et de Charleroi évaluent néanmoins à 130,000, 150,000 et 500,000 francs, la charge

annuelle supplémentaire qu'elles auraient respectivement à supporter, si la proposition Maroille était adoptée.

La mise en vigueur de la proposition Petit créerait une charge annuelle nouvelle d'environ 85,000 francs à la Caisse du Couchant de Mons et de 360,000 francs à la Caisse de Charleroi. Les Caisses du Centre, de Namur et de Liège n'ont fourni aucune estimation à cet égard.

Les Caisses de prévoyance font enfin remarquer que ces évaluations forcément approximatives ne tiennent pas compte du droit à la pension de 180 francs, que l'admission de ces nouveaux pensionnés ferait naître éventuellement en faveur de leurs veuves.

Le nombre des ouvriers dont la demande de pension a été rejetée, parce qu'ils n'avaient pas travaillé jusqu'à 55 ou 60 ans dans les charbonnages, s'est élevé à plus de 475.

Le taux de la cotisation définitive, versée par les patrons pour l'alimentation des six Caisses de prévoyance, proportionnellement aux salaires payés aux ouvriers affiliés à chacune d'elles, s'établit comme suit pour 1912 :

Caisse de prévoyance des Charbonnages du Couchant

de Mons. 2.50 %

Caisse de prévoyance du Centre. 2.15 %

Id. Id. de Charleroi 1.50 %

Id. Id. de Namur 1.50 %

Id. Id. de Liège 1.799623 %

Les chiffres fournis au Congrès national des mineurs relativement au nombre d'ouvriers qui se seraient vus refuser la pension pour n'avoir pas travaillé dans les charbonnages jusqu'à 55 ou 60 ans n'ont aucun caractère officiel.

ARM. HUBERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MEI 1913.

Wetsvoorstellen waarbij de wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen der mijnwerkers wordt gewijzigd en aangevuld (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel strekt tot wijziging van de artikelen 6, 7 en 8 der wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen ten bate van de mijnwerkers.

Deze artikelen luiden als volgt :

ART. 6.

« Genoemde Kassen zijn, bij overgangsmaatregel, gehouden een aanvullend pensioen te verleenen aan de mijnwerkers die meer dan 21 jaar en minder dan 60 jaar oud zijn op 1 Januari 1912, naarmate zij den leeftijd van 60 jaar bereiken en op voorwaarde dat zij *tot dezen leeftijd en gedurende ten minste dertig jaar* hebben gearbeid in eene Belgische kolenmijnonderneming. »

ART. 7.

« Ten laste van de Voorzorgskassen wordt, indien daarin op geene andere wijze is voorzien uit krachte van de statuten, een jaarlijksch en levenslang pensioen van ten minste 360 frank verleend :

» Aan de gewezen mijnwerkers, tot het pensioen toegelaten overeenkomstig de van kracht zijnde statuten en reglementen;

(1) Wetsvoorstellen, n° 48 en 72.

(2) De Commissie bestaat uit de heeren MARILLE, *voorzitter*, VICTOR DELPORTE, d'HAERT, MASSON, MOYERSOEN, VERHAEGEN, VERSTEYLEN.

» 2° Aan de niet gepensionneerde werklieden of gewezen werklieden, die de ouderdomsgrens, vastgesteld bij artikel 4, hebben overschreden en die *hebben gearbeid of zullen hebben gearbeid tot den leeftijd van 60 jaar en gedurende ten minste dertig jaar* in eene Belgische kolenmijnonderneming. »

ART. 8.

« De ouderdomsgrens, voorzien bij artikel 6 en 2° van artikel 7, wordt gesteld op 55 jaar voor elken werkman of gewezen werkman die *tot dien leeftijd en gedurende ten minste dertig jaar* aan de ondergrondse werken eener Belgische onderneming werd gebezigd, indien hij in 't geheel niet meer arbeid of, indien hij, in de steenkolenmijn nog arbeidende, een loon trekt beneden drie vijfden van het gemiddeld loon, berekend naar de vijf laatste jaren, der werklieden van de groep, waarin de belanghebbende het grootste gedeelte van dit tijdperk heeft doorgebracht. »

Eerst en vooral valt er op te merken dat er in deze artikelen slechts sprake is van het overgangstijdperk; dus betreffen zij enkel de mijnwerkers die op 1 Januari 1912 meer dan 21 en minder dan 60 jaar oud waren, benevens diegenen welke, op gemelden datum meer dan 60 of 55 jaar oud zijnde, tot dien leeftijd hebben gearbeid in eene Belgische mijnonderneming.

Daaruit volgt, dat de Voorzorgskassen aan hen, die op 1 Januari 1912 meer dan 21 en minder dan 60 jaar oud waren, zoo zij boven den grond, en aan hen die meer dan 21 jaar en minder dan 55 jaar telden, zoo zij binnen in de mijn arbeidden, elk jaar moeten *bijbetalen* het verschil tusschen 360 frank en het bedrag van het pensioen, verworven door middel van de gedwongen stortingen ter Algemeene Lijfrentekas.

Allen moeten tot den leeftijd voor het pensioen en gedurende dertig jaren hebben gearbeid.

Bij gemis van een dezer vereischten, is geene bijbetaling verschuldigd.

Met het pensioen is het insgelijks aldus gesteld. Men is het slechts verschuldigd aan de gewezen mijnwerkers, die op 1 Januari 1912 meer dan 60 of 55 jaar oud waren, zoo deze werklieden gedurende dertig jaren en tot den leeftijd van 60 of 55 jaar hebben gearbeid.

Deze bepaling zal blijkbaar nadeelig zijn voor een zeker getal werklieden, die vóór den gestelden leeftijd de mijn verlieten en er evenwel meer dan dertig jaren arbeidden. Met eene strenge toepassing van de aangehaalde artikelen kan het voorkomen, dat een werker, die van zijn 12° jaar tot den leeftijd van 59 jaar en 11 maanden arbeidde, geen recht op pensioen heeft.

*
* * *

Door hunne voorstellen hebben de heeren Maroille en Petit ten doel, de wet van 1911 te verbeteren. Ze zijn van oordeel dat, zoo men een zeker getal jaren arbeid mag eischen, er toch niet moet geveerd worden dat de werker heeft gearbeid tot op den leeftijd voor het pensioen.

Al te veel omstandigheden kunnen een werker aanzetten of verplichten, de mijn te verlaten.

Volgens de ondertekenaars zou het pensioen verworven worden na dertig jaren arbeid, voorstel Maroille, na vijf en dertig, voorstel Petit.

Laten wij door cijfers bepalen welke gevolgen deze voorstellen zouden hebben.

Zooals wij hierboven zegden, leveren de bepalingen belang op voor mijnwerkers die op 1 Januari 1912 meer dan 21 jaar en minder dan 60 jaar oud waren.

Het geldt dus werkers in 1891 geboren.

Nu, deze werkers konden den mijnarbeid aanvangen op den leeftijd van 12 jaar, dus in 1903.

In 1933 of 1938 zouden zij recht hebben op pensioen, vermits zij dertig of vijf en dertig jaren mijnarbeid leverden en 42 of 47 jaar oud zouden zijn.

Den leeftijd voor het pensioen bereikt hebbende, konden zij gedurende achttien of dertien jaren in eene andere nijverheid hebben gewerkt.

Zoo het hierboven aangehaald voorbeeld bewijst welk nadeelig gevolg de strenge toepassing der wet zou medebrengen voor den werkmán, uit de omstandigheid dat een pensioen kan geëischt worden ten laste van eene onderneming, welke men sedert achttien of dertien jaren verliet, blijkt ten overvloede dat de voorgestelde maatregelen aanleiding kunnen geven tot misbruiken.

Het gelukte de Commissie niet, inlichtingen te verwerven, waardoor zij kon steunen op cijfers en berekeningen. (Zie bijlagen.)

Met bovenstaande opmerkingen heeft zij rekening gehouden ten einde den tekst te verbeteren en de ongelukkigsten te steunen.

Zij achtte het niet geraden, in de wet eene wijziging te brengen, welke aanleiding kon geven tot misbruiken en de werkers aanzetten om de mijn te verlaten op een leeftijd die hen nog veroorlooft vergeldend werk te verrichten zoo voor zichzelf als voor de onderneming waar zij arbeiden.

De Commissie was er op uit, het overgangstijdperk enkel van toepassing te maken op de in 1868 geborenén; volgens haar zijn diegenen, welke later in 't leven kwamen, in staat zich een pensioen te vormen, of hebben zij het alleen zichzelf te wijten, zoo zij den arbeid vaarwel zeggen vóór den bij de wet bepaalden tijd en zonder daartoe te worden genoopt door ziekte of invaliditeit.

Eenparig vereenigde de Commissie zich met de hierna vermelde amendementen.

De Verslaggever,
ALPH. VERSTEYLEN.

De Voorzitter,
MABILLE.

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 6 de la loi du 5 juin 1911 :

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 6 der wet van 5 Juni 1911 :

« La condition d'avoir travaillé jusqu'à l'âge de 60 ans n'est pas requise pour les ouvriers nés avant 1868 et qui ont travaillé pendant trente ans au moins dans une exploitation belge. »

« De voorwaarde, dat men moet hebben gearbeid tot den leeftijd van 60 jaren, wordt niet vereischt voor de werklieden, geboren vóór 1868, die gedurende ten minste dertig jaren hebben gearbeid in eene Belgische kolenmijnonderneming. »

ART. 2.

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 7 de la loi du 5 juin 1911 :

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 7 der wet van 5 Juni 1911 :

« 3° Aux ouvriers ou anciens ouvriers non pensionnés, nés avant 1868, ayant dépassé la limite d'âge fixé à l'article premier et qui ont travaillé pendant trente ans au moins dans une exploitation houillère. »

« 3° Aan de niet gepensionneerde werklieden of gewezen werklieden, geboren vóór 1868, die de leeftijdsgrens, in artikel 1 bepaald, hebben overschreden en gedurende ten minste dertig jaren hebben gearbeid in eene kolenmijnonderneming. »

ART. 3.

ART. 3.

Les mots : « jusqu'à cet âge » sont supprimés dans l'article 8 de la loi du 5 juin 1911.

De woorden : « tot dien leeftijd » vervallen in artikel 8 der wet van 5 Juni 1911.

BIJLAGE.

Brussel, 21 April 1913.

*Den heer Versteylen, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

Gevolg gevend aan uw schrijven van 20 December 1912, in herinnering gebracht door dit van 12 April ll., mij toegestuurd namens de Bijzondere Commissie belast met het onderzoek van de wetsvoorstellen tot aanvulling en wijziging der wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen der mijnwerkers, heb ik de eer U over te maken de bijgaande nota, waarin zijn beknopt samengevat de inlichtingen, welke mij door de Voorzorgsfondsen werden verstrekt omtrent de mogelijke gevolgen der aanneming van voormelde voorstellen.

Aanvaard, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, de betuiging van mijne hoogachting.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

NOTA.

Uit de inlichtingen, verstrekt door de onderscheidene Voorzorgsfondsen des Rijks, blijkt dat het onmogelijk is, doelmatig te antwoorden op de vraag, door den heer Volksvertegenwoordiger Versteylen gesteld.

Tal van mijnwerkers, niet beantwoordend aan de vereischen der wet van 5 Juni 1911 en kunnende nochtans de weldaad van de nieuwe voorstellen genieten, hebben nooit eene aanvraag om pensioen tot de Fondsen gericht; zij wisten dat zoodanige aanvraag nutteloos was, vermits het hun, na genomen inlichtingen, bekend was dat zij niet voldeden aan de vereischen van de wet.

Onmogelijk kan dus worden berekend hoeveel thans niet gepensioneerde werklieden zouden kunnen vallen onder de toepassing van de voorstellen der heeren Maroille en Petit.

Ofschoon eene globale raming als 't ware onmogelijk is, toch schatten de Voorzorgsfondsen van den Couchant de Mons, van het Centrum en van

Charleroi den jaarlijks bijkomenden last, door haar te dragen zoo het voorstel Maroille doorgaat, respectievelijk op 130,000, 150,000 en 500,000 frank.

Trad het voorstel Petit in werking, het zou een jaarlijkschen nieuwen last van 85,000 frank medebrengen voor het Fonds van den Couchant de Mons, van 360,000 frank voor dit van Charleroi. De fondsen van het Centrum, Namen en Luik leverden daaromtrent geene raming in.

Ten slotte geven de Voorzorgsfondsen in bedenking, dat bij deze onvermijdelijk slechts nabijkomende ramingen niet in aanmerking komt het recht op het pensioen van 180 frank, waarop, mochten deze nieuwe pensioenen tot stand komen, de weduwen der gepensionneerden aanspraak zouden hebben.

De aanvraag om pensioen van meer dan 475 werkers werd verworpen, omdat zij niet tot den leeftijd van 55 of 60 jaar in de mijn hebben gearbeid.

Voor 1912 hebben de mijneigenaars als bijdrage in de zes Voorzorgsfondsen, naar evenredigheid van het loon betaald aan de werklieden aangesloten bij elke hunner, het volgende gestort :

Voorzorgsfonds der Kolenmijnen in den Couchant			
de Mons.	.	.	2.50 %
Voorzorgsfonds van het Centrum	.	.	2.15 %
Id.	Id.	Charleroi	1.50 %
Id.	Id.	Namen	1.50 %
Id.	Id.	Luik.	1.799623 %

De op het Nationaal Congres van mijnwerkers geleverde cijfers van het getal werkers, aan wie het pensioen zou zijn geweigerd omdat zij niet tot 55 of 60 jaar in de mijn arbeidden, zijn niet officieel.

ARM. HUBERT.